Actes du 4^e Congrès Médico-Juridique du 20 novembre 2013, Beaulieu, Lausanne, Suisse

Report on 4th medicojuridic congress, 20th November 2013, Beaulieu, Lausanne, Suisse

P. Rosatti

© Springer-Verlag France 2013

Ce congrès, programmé cinq ans et demi après le premier (1^{er} avril 2008), rend compte d'une évolution à plusieurs niveaux. Celle-ci pose de nombreuses questions, que ce soit au niveau de l'expertise médicale en elle-même, de la formation de l'expert, de la compréhension entre les divers acteurs en présence, que de la jurisprudence et des prises de positions politiques.

Dans l'éditorial du 3^e congrès, je mentionnais qu'*il manque en Suisse un **consensus médical** au niveau national, une **formation** aboutissant à un titre reconnu et un **code de déontologie** pour les experts, comme cela existe dans bien d'autres pays.*

Face à ces constats, CEMED¹ qui est l'initiateur de ces congrès a décidé d'élargir le débat, d'organiser une rencontre bilingue, français-allemand, et d'associer à l'organisation la Policlinique Médicale Universitaire de Lausanne², avec son centre d'expertise, ainsi que la Swiss Association of Medical Experts³.

Formation

Beaucoup d'efforts ont été faits en Suisse pour développer la formation des experts, souvent critiqués pour leur compréhension limitée de la médecine des assurances. À mon sens, la problématique n'est que partielle à ce niveau, mais elle existe.

Un effort de formation a été fait, même s'il y en a encore à faire. Je me souviens à ce propos d'une étude européenne

très ancienne qui avait montré que les habitudes des médecins ne changeaient que peu après un séminaire, un congrès ou même des lectures, mais que le meilleur résultat était obtenu par le coaching. En d'autres mots, cours, séminaires et congrès ne suffisent pas.

Dans ce sens, les centres d'expertise ont un réel devoir de formation. Ce sont eux qui gèrent une grande partie des mandats d'expertise chaque année. Ils ont une pratique et un savoir, en principe dans tous les domaines de l'expertise médicale, que ce soit en perte de gain (LCA), en assurance invalidité (AI), en accident (LAA) ou en responsabilité civile (RC). Il importe aussi de ne pas négliger une autre dimension, soit celle de l'expérience de médecin traitant. Ne peut à mon sens devenir expert qu'un médecin qui a été confronté régulièrement au quotidien des problèmes de patients. Cette expérience ne peut pas être acquise en milieu médical public, où le patient est d'abord client de l'institution et non du médecin lui-même, qui de surcroît peut changer souvent en fonction des rotations de service.

Ce type d'engagement formateur présume au préalable d'un consensus entre les centres d'expertise sur les modalités d'une telle formation, mais aussi sur les compétences du centre qui doivent être bien définies et acceptées à tous les niveaux.

Compréhension entre les divers acteurs

Le constat régulièrement avancé est qu'il y a incompréhension entre les divers acteurs. En fait, il y a très certainement un problème de paradigme et de niveau logique qui diffèrent nettement selon que l'on se place du côté de l'expertisé, l'assureur, l'expert, l'avocat ou le juge. Le langage n'est pas le même, le mode de pensée et les buts non plus. Il y a à ce niveau un énorme effort à faire : un congrès comme celui-ci a aussi pour but d'initier des rencontres et des discussions entre ces divers acteurs.

P. Rosatti (✉)
CEMED, avenue Pertemps 15, 1260 Nyon, Suisse
e-mail : Peter.Rosatti@cemed.ch

1. Centre d'Expertise Médicale, Nyon, Suisse
2. <http://www.pmu-lausanne.ch/>
3. www.samexperts.ch

On relèvera cependant le constat que de plus en plus de juristes, avocats et médecins souhaitent ce dialogue transdisciplinaire.

Consensus médical

Le consensus médical par contre manque encore singulièrement, ou du moins la discussion sur cette question. C'est un des problèmes, les experts doivent absolument trouver une plateforme d'échange à ce niveau.

Ce manque a diverses conséquences, liées également à la question de la compréhension entre acteurs. Nous constatons qu'il y a des procédures de plus en plus longues, qui durent parfois plus de dix ans, avec comme conséquence une désinsertion de plus en plus importante de l'assuré au niveau professionnel, mais aussi social, entraînant très souvent une paupérisation progressive qui peut devenir dramatique.

À mon sens, les experts devraient se pencher sur ce problème.

Déontologie

L'absence de code de déontologie propre à l'expert médical est un manque important.

La Swiss Association of Medical Experts a décidé d'établir un code de déontologie en 2012 inspiré de celui d'autres sociétés d'experts, notamment québécoise.

Conclusion

Le but d'un congrès comme celui-ci est de réunir divers acteurs concernés par l'expertise médicale, d'initier ou de continuer des échanges entre les divers acteurs.

Je remercie chaleureusement les conférenciers pour leurs présences au congrès et la qualité de leurs textes ; les modérateurs, les Docteurs B. Buchard et R. Marelli, ainsi que les co-organisateurs de ce congrès.